



HAL
open science

**L'échec sécuritaire de la globalisation économique. Les
illusions de la fin de l'histoire et de la prospérité
généralisée**

Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel. L'échec sécuritaire de la globalisation économique. Les illusions de la fin de l'histoire et de la prospérité généralisée. Paix et sécurité européenne et internationale, 2023, 20, 10.61953/psei.5318 . hal-04353759

HAL Id: hal-04353759

<https://hal.science/hal-04353759v1>

Submitted on 19 Dec 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'échec sécuritaire de la globalisation économique. Les illusions de la fin de l'histoire et de la prospérité généralisée

Jacques Fontanel

Professeur ILERI Paris

Résumé : Fondée sur des postulats, hypothèses et interprétations adaptées aux résultats attendus par les économistes libéraux, la « globalisation heureuse » démocratique, sans misère et sans guerre, n'a été qu'une illusion immédiatement contredite par la permanence des sanctions économiques entre les États et des actions de guerres armées, l'essor des inégalités sociales et l'insuffisante réaction des acteurs économiques face au réchauffement climatique. Les questions sécuritaires ont été en outre négligées par la pensée économique, les conditions favorables à l'essor des marchés concurrentiels n'ont pas été respectées, notamment dans les domaines de l'économie numérique, du secteur énergétique ou des normes écologiques. Aujourd'hui, une véritable guerre de leadership oppose les grandes puissances, principalement entre les USA et la Chine ; dans ces conditions, les pensées mercantilistes recommencent à être évoquées et appliquées, ce qui modifie le fonctionnement du libre-échange avec l'apparition de comportement de type *friend-shoring* afin d'éviter les ruptures potentielles des chaînes d'approvisionnement en cas de conflits interétatiques. Avec le retour des conflits armés en Europe et au Moyen-Orient et le réchauffement climatique, l'insécurité concerne l'ensemble de l'humanité. L'unipolarisation américaine et l'essor des valeurs démocratiques sont aujourd'hui fortement contestés par les BRICS dont l'action est cependant réduite par des divergences politico-économiques internes entre ses membres. Il apparaît nécessaire de modifier les règles du jeu de la globalisation mondialiste du marché et de mettre en place une révolution verte qui ne pourra se développer sans sécurité internationale et une plus grande justice sociale et fiscale.

Mots-clés : globalisation, BRICS, USA, guerre, guerre économique, sanctions économiques, pauvreté, mercantilisme, leadership mondial, démocratie, science économique, main invisible

Abstract: Founded on assumptions, hypotheses and interpretations tailored to the results expected by liberal economists, democratic "happy globalization", without misery or war, has been nothing but an illusion, immediately contradicted by the permanence of economic sanctions between states and armed warfare, the rise of social inequalities and the insufficient reaction of economic players to global warming. Security issues have also been neglected by economic thinking, and conditions conducive to the growth of competitive markets have not been respected, particularly in the digital economy, the energy sector or ecological standards. Today, a veritable leadership war is raging between the great powers, mainly between the USA and China. Under these conditions, mercantilist thinking is once again being evoked and applied, changing the way free trade works with the emergence of friend-shoring behavior to avoid potential disruptions to supply chains in the event of inter-state conflicts. With

the return of armed conflicts in Europe and the Middle East, and global warming, insecurity concerns the whole of humanity. American leadership and the rise of democratic values are today strongly challenged by the BRICS, whose action is nevertheless limited by internal political and economic divergences between its members. We need to change the rules of the game of global market globalization and implement a green revolution, which cannot develop without international security and greater social and fiscal justice.

Keywords: globalization, BRICS, USA, war, economic warfare, economic sanctions, poverty, mercantilism, world leadership, democracy, economics, invisible hand

I. Introduction

Après la disparition de l'économie soviétique comme exemple d'action collective au bénéfice de tous, un concept né au début et mort à la fin du xx^e siècle, le rôle de l'État dans l'économie semblait devoir être réduit aux fonctions régaliennes ou à « l'État gendarme », celles qui assurent la réalisation de services collectifs, sans lesquels le système national n'est plus en mesure de fonctionner. Les idées mercantilistes de recherche de puissance du Prince ou les politiques keynésiennes sont alors considérées par la pensée dominante néo-classique de l'économie comme non seulement dépassées mais aussi particulièrement néfastes au développement économique mondial. La théorie marxiste était évidemment rejetée dans les oubliettes de l'histoire de la pensée économique, après l'échec d'une URSS qui s'y référait, dans un cadre particulier, celui de l'absence de perspective d'une analyse critique du capitalisme qui ne s'embarrassait pas de fixer des objectifs futurs précis d'un système socialiste à construire, pour ne pas « faire bouillir les marmites de l'histoire », selon les propres termes de Karl Marx. La lutte des classes, l'exploitation du prolétariat, l'impérialisme guerrier et économique devenaient des concepts désuets dans un nouveau cadre mondial dominé par l'essor supposé pacifique des démocraties, de l'économie de marché et du libre-échange.

Dans ce contexte, se référant à la « main invisible » d'Adam Smith, la globalisation économique marquait, selon Fukuyama, « la fin de l'histoire, » car les règles économiques du libre-échange étaient alors supposées avoir le pouvoir de supprimer à la fois les rapports de force entre les États et donc les guerres militaires et économiques. Or, la « main invisible » reste toujours invisible et les crises militaires, politiques et économiques se succèdent. Les intérêts divergents ne peuvent jamais trouver de solutions diplomatiques pérennes, tant les justifications économiques des résultats optimaux pour l'humanité de l'économie de marché pèsent encore sur les décisions publiques, souvent accaparées par des groupes d'intérêt restreints. La science économique devait nous apporter la paix, en prônant un capitalisme décomplexé. Aujourd'hui, l'internationalisation du commerce fondée sur le libre-échange est remise en cause du fait de la montée des populismes, du Covid-19 et de la guerre en Ukraine. Le XXI^e siècle souffre toujours de crises économiques graves, de conflits armés, de gouvernements mis principalement à la disposition d'intérêts particuliers pour gérer la vie de « citoyens lambdas » plus ou moins dociles, de guerres territoriales internes et internationales sans cesse renouvelées et de la crainte de guerres écologiques à venir.

Il est clair que les analyses économiques du courant dominant de l'économie sont en échec au regard des résultats théoriques attendus. La guerre n'a jamais quitté les territoires de notre planète et elle s'affirme même comme une solution ultime pour régler les contentieux de l'histoire. Les analyses économiques modernes se sont peu intéressées à la question de la sécurité nationale et internationale, considérant la paix comme une donnée de base, permise

par le fonctionnement, généralisé à tous les États, du capitalisme international. Or, la loi des avantages comparatifs développée par Ricardo ne fonctionne pas ou plus vraiment dans la réalité, car les situations minières, énergétiques, climatiques, historiques et politiques sont particulières à chaque État, ce qui conduit à des niveaux de développement très différents, en fonction des avantages comparés de chaque localisation d'activités économiques, selon qu'ils sont substituables ou non dans le cadre des échanges internationaux. Ainsi, lorsque la disponibilité de ressources minières ou énergétiques essentielles au développement économique mondial est concentrée sur un très petit nombre de pays, elle donne aux États qui en disposent une relation de pouvoir sur les pays importateurs qui conduit inéluctablement à une situation d'échange inégal, facteur important de tensions internationales dans le partage des fruits de la croissance économique. Dans ce contexte, les inégalités peuvent s'accumuler et sans l'aide des organismes publics nationaux ou internationaux la paupérisation économique d'un pays peut survenir. De fait, l'intervention de l'État est inévitable et selon la puissance de celui-ci les règles de la concurrence peuvent alors être modifiées en faveur de ceux qui disposent d'une force militaire conséquente, de matières premières ou énergétiques importantes ou d'un quasi-monopole technologique décisif. La compétition économique va de plus en plus laisser place à la guerre économique et technologique et à des politiques mercantilistes pour les grandes puissances. L'insécurité planétaire est susceptible de devenir la norme, au regard, d'une part, du retour toujours possible de la guerre et de l'éventualité d'un conflit nucléaire et, d'autre part, du risque trop négligé à court terme d'un réchauffement climatique dont les effets néfastes sont évoqués, mais pas suffisamment pris en compte par les États et les instances internationales

II. Une analyse économique dominante fondée sur les postulats, des hypothèses et des interprétations « adaptées » aux résultats attendus

Selon les analyses néo-classiques et monétaristes, les lois économiques de l'exercice de l'intérêt individuel et du libre-échange doivent être privilégiées et même s'imposer, au-delà de toute considération morale, car elles conduisent inéluctablement, au moins à long terme, à une situation économiquement optimale pour l'ensemble des agents économiques. Dans ce contexte, il est toujours fait recours implicitement à la « main invisible », une présentation quasi mystique et providentielle, alors même que les mathématiques – dont certains économistes et économètres sont pourtant très friands – en rejettent la réalisation dans une économie de marché fondée sur le seul intérêt égoïste des individus. La théorie des jeux a mis en évidence la supercherie que constitue le principe de l'existence de la « main invisible » dans l'économie de marché. En outre, Adam Smith n'a cité cette « main invisible » qu'une seule fois dans l'ensemble de son œuvre alors que toutes ses analyses présentent incontestablement des critiques du capitalisme tel qu'il s'est construit aujourd'hui. Cette référence permet pourtant aux intérêts privés favorables à l'économie de marché sans intervention de l'État en dehors des fonctions régaliennes, de s'offrir un « grand penseur » pour justifier des comportements non seulement égoïstes mais surtout prédateurs.

Dans son analyse sur les sentiments moraux, Adam Smith ne valorise pas un intérêt individuel qui irait en opposition avec le bien commun, d'autant que l'économie doit aussi être une science morale permettant l'accomplissement personnel des individus, de tous les individus, dans le cadre d'une collectivité nationale solidaire. Ainsi, il critique les monopoles de fait, les syndicats patronaux, les propriétaires soucieux de leurs seuls profits immédiats, la division du travail mécanique et abêtissante, toutes les formes d'esclavage ou de colonisation, et surtout l'absence de considération humaine des personnes au travail. Or, Adam Smith est encore présenté aujourd'hui comme l'économiste qui justifie moralement des comportements inhumains jugés, *in fine*, favorables à l'ensemble de la société des vivants, même en

présence des statistiques officielles faisant état de situations de précarité, de pauvreté ou même d'indignité (Fleury, 2023) inexcusables dans un monde où le développement économique contemporain devrait permettre leur éradication.

La théorie économique dominante défend l'optimalité du système capitaliste, mais les analyses proposées sont fondées sur des hypothèses et des postulats irréalistes comme la rationalité des agents économiques, la permanence de la concurrence dans tous les secteurs de l'économie, le caractère régulateur de la spéculation financière (malgré les crises récurrentes qu'elle provoque), l'omission « volontaire » de l'influence des paradis fiscaux (Fontanel, 2016) ou la gestion ploutocratique ou technocratique d'États dirigés de fait par des intérêts particuliers, dans des démocraties trahies par le monopole de l'information (et même de l'éducation) par les classes dirigeantes. La défense du marché, de l'offre et de la demande, de la « science économique » comme principes fondamentaux de la vie économique, supprime, de fait, le citoyen que ne reconnaissait d'ailleurs pas vraiment l'économie politique mercantiliste, déjà favorable au seul objectif de la puissance relative des États. Dans ces conditions, les guerres, les guerres économiques, le colonialisme ou l'esclavage, qui sont tant de conditions humaines d'exploitation, sont admis au nom de la puissance d'action de quelques-uns, qu'ils soient nobles, industriels, bourgeois ou richissimes spéculateurs ou exploités.

Ce fameux « réalisme économique et social » est fondé sur des hypothèses très réductrices de l'homme, en ne mesurant que la puissance du système productif sans aucune considération pour les coûts de l'homme (« nourrir les hommes, soigner les hommes, libérer les esclaves »), de l'environnement humain et du respect du patrimoine de la Terre. Il propose la défense des intérêts personnels sans égard pour l'intérêt collectif du présent et du futur. Dans ce contexte, les économistes deviennent les alliés objectifs d'un système qui privilégie et justifie les « compétences » égoïstes de l'avidité, de la consommation ostentatoire, des effets de démonstration, de l'avarice et de la puissance systémique accrue des privilégiés. Même les indicateurs économiques développent une perversité que devront subir les générations de demain. Ainsi, l'importance accordée au PIB comme facteur de qualité du système économique d'un pays est un leurre (Guilhaudis, Fontanel, 2019), lorsque les conditions de travail, la qualité de vie des personnes, le contenu des biens et services (entre une économie de satisfaction des besoins ou celle des désirs), les conflits entre les États et l'épuisement de la planète ne sont pas réellement pris en compte, alors même que ces situations touchent directement le quotidien de tous les agents économiques et des citoyens. La qualité de la vie sociale doit être clairement distinguée du niveau de vie, surtout mesuré monétairement. De fait, la « science économique » n'a de science que sa méthodologie fondée sur des informations tronquées, orientées, exclusives, sur la base parfois d'hypothèses discutables au regard des conditions objectives des situations économiques réelles. Grâce au contrôle de l'information et des institutions étatiques, la résistance du capitalisme aux guerres et aux crises économiques montre la capacité d'adaptation d'un système organisé autour de « compétences économiques » spécifiques qui justifient des inégalités excessives, lesquelles pourtant s'opposent à un intérêt collectif bien compris, comme les analyses de la théorie des jeux l'ont démontré. Contrairement aux idées développées par les économistes « néo-classiques », le système d'économie de marché sans contrôle collectif citoyen ne conduit pas à l'optimum économique et social d'une Nation, et encore moins à celui des citoyens du monde.

III. Une analyse économique « orientée », peu intéressée par les questions de sécurité internationale

Puisque l'économie de marché produit un optimum, la question des guerres ne peut être que « politique ». La préparation à la guerre et la guerre elle-même constituent des fardeaux économiques. Les forces militaires sont *a priori* destinées à la dissuasion face aux convoitises

éventuelles d'un ou plusieurs États dans leurs velléités prédatrices, mais, en règle générale, *ceteris paribus*, la croissance ininterrompue des dépenses militaires conduit à la paupérisation des Nations, elle-même source fondamentale de conflits. Dans ce contexte, les économistes néo-classiques ne se posent que rarement la question de la sécurité internationale dans leurs modèles et lorsqu'ils l'ont fait les résultats n'ont pas coïncidé avec les évolutions économiques concrètes. Le modèle « course aux armements » de Richardson (1960) a été mis en avant et discuté par quelques économistes pour comprendre l'évolution probable des dépenses militaires des États, étant entendu qu'il ne peut pas s'agir d'une décision « discrète » du gouvernement, lequel est limité notamment par ses propres ressources, ses stratégies politiques ou ses ambitions économiques, sociales, sociétales et sécuritaires. Dans ce type de modèle économique, le niveau des dépenses militaires d'un pays dépend du PIB (les dépenses militaires américaines sont supérieures au PIB de la Pologne ou de l'Iran), des griefs à l'encontre d'autres États, des efforts militaires des ennemis potentiels (« si tu veux la paix, prépare la guerre »), mais aussi du coût d'opportunité de l'effort sécuritaire au regard des besoins sociétaux ou sociaux. Aucun de ces modèles n'a été en capacité d'expliquer l'effondrement de l'Union Soviétique, alors même que l'effort inconsidéré de Moscou en faveur des dépenses militaires a fragilisé son économie nationale (effet de substitution).

Les sommes dépensées à des fins militaires par les États constituent des indicateurs intéressants d'analyse de la puissance de l'État, mais les stratégies militaires, la disponibilité nationale ou non de l'arme nucléaire, l'essor des technologies duales ou la cybersécurité constituent d'autres facteurs à prendre en compte (Aben, Fontanel, 2018). Les États-Unis dépensent près de trois fois plus que la Chine à cet effet et huit fois plus que la Russie qui, pourtant, semble avoir presque doublé son budget militaire en moins de deux années. Cependant, la Russie dispose de stocks d'armements soviétiques importants, certes moins performants que les armes plus récentes. En revanche, elle dispose du stock d'armes nucléaires le plus important du monde en quantité (près de 6 300 ogives pour près de 1 000 Mégatonnes, 65 000 fois Hiroshima), contre 5 500 ogives aux USA (860 Mégatonnes et 58 000 Hiroshima) et respectivement 400 et 300 ogives pour la Chine et la France.

La pensée dominante s'en tenait à ces analyses plutôt « logiques », elle était assez peu encline à aborder la question des complexes militaro-industriels, malgré les analyses d'économistes souvent « hétérodoxes ». L'École historique allemande (fin du XIX^e siècle) considère que la mise en place d'un système de défense conduit souvent à l'amélioration de la sécurité nationale, au développement des forces productives et aux innovations. Les besoins militaires du conflit armé impliquent à la fois l'essor de grands marchés dans le cadre d'une consommation de masse favorable aux économies d'échelle (produire dans la même usine les uniformes nécessaires aux soldats en guerre, par exemple) et à la standardisation et la mise en place de nouveaux systèmes financiers destinés à gérer l'endettement militaire. La guerre est alors perçue comme un mal nécessaire au développement du capitalisme. Il est vrai d'autre part que de nombreux grands projets technologiques ont été développés d'abord dans le système militaire, de l'énergie nucléaire aux fusées interspatiales, de l'informatique à internet, des robots à l'intelligence artificielle.

Aujourd'hui, ces analyses sont souvent partagées par les instances des complexes militaro-industriels, lesquels recherchent, jusqu'au plus haut sommet du gouvernement, une hégémonie ou une puissance de dissuasion suffisante au regard des menaces potentielles des autres États. Au XXI^e siècle, les dépenses de défense ont souvent été évoquées pour contourner l'interdiction des politiques industrielles des États pour les membres de l'Organisation Mondiale du Commerce ou/et de l'Union Européenne. Le financement de la recherche-développement nationale et des nouvelles technologies a permis à la fois une forme de leadership économique dans les secteurs de haute technologie, dans la recherche-développement et l'exportation de produits duaux, à usages civils et militaires.

L'effort militaire est souvent perçu à la fois comme un instrument de sécurité nationale et comme un facteur d'insécurité pour tous les autres pays non alliés. Or, la menace de la force militaire peut exercer des effets économiques nationaux considérables pour toutes les Parties. À l'arrivée au pouvoir d'Hitler, l'Allemagne n'a pas hésité à menacer les pays frontaliers de sanctions militaires s'ils n'accédaient pas à des échanges en forme de troc, dans des conditions plutôt satisfaisantes pour l'économie allemande. Dans ce contexte, l'économie de marché reste un principe de base qui n'est pas respecté réellement dans les faits. Ces mêmes interrogations pourraient être faites à propos des rapports des États-Unis avec leurs alliés durant la seconde partie du xx^e siècle. Très peu d'analyses ont été engagées dans ce domaine, car ces situations ne correspondent pas à la doxa du libre-échange.

L'hypothèse selon laquelle les agents économiques sont rationnels, car suffisamment informés, ne correspond pas à la réalité vécue par les citoyens, les consommateurs et même les producteurs. Même le secret des affaires est protégé par les lois, ce qui limite alors l'expression de l'information. Il existe de fait des oligopoles de l'information, fondés sur la disposition de moyens importants de diffusion souvent maîtrisés par les puissances économiques. Il est alors possible à une oligarchie et à une technocratie étatique autocratique de contrôler les forces populaires par une information sélective monopolisée. Les droits vitaux des citoyens sont dévalorisés eu égard aux intérêts particuliers de ceux qui, en démocratie ou en autocratie, ont fait de l'augmentation de leur patrimoine et de leur puissance le but de toute une vie.

Par ailleurs, la recherche de puissance des États conduit aux guerres économiques qui se substituent à la « douceur du marché » espérée par Montesquieu. Les règles étatiques sont souvent imposées par les lobbys. Les intérêts financiers créent des conditions favorables à leur expansion, notamment en organisant des niches ou des « paradis fiscaux » au détriment, notamment, d'un service public de sécurité nationale. Aujourd'hui, les forces économiques privées sont non seulement en mesure de contrôler les lois des États, elles peuvent aussi financièrement et technologiquement les concurrencer, comme c'est le cas notamment avec les gestionnaires internationaux d'actifs ou les GAFAM. Dans ce contexte, toutes les hypothèses de base des économies de marchés ne sont pas respectées. La globalisation économique a bénéficié fondamentalement aux firmes multinationales, qui ont développé des stratégies du « moins coûtant » s'exerçant sur l'ensemble des non possesseurs de capitaux.

La conduite de l'économie mondiale révèle désormais son caractère éminemment politique, elle n'est science que pour l'optimisation des profits des actionnaires et du Produit Intérieur Brut (Guilhaudis, Fontanel, 2019), un concept de production dépassé en un temps où l'action de l'homme est devenue destructive pour la survie des générations futures, du fait du réchauffement climatique, de l'épuisement des sols, des attaques contre la biodiversité, et des pollutions temporelles ou éternelles de toutes sortes. Il n'est donc pas question de s'interroger sur l'utilité des biens et services produits, au regard de l'insistance apportées aux effets de démonstration et à la consommation ostentatoire destinées à définir le statut social ou le mode de vie potentiel d'agents économiques déshumanisés, ou sur la qualité de vie de l'homme au travail, désormais menacée à terme par l'intelligence artificielle. L'économie moderne a valorisé l'exploitation excessive de la Terre, les inégalités sociales fondées sur les compétences des personnes dans le fonctionnement d'un système favorisant l'intérêt individuel. « Les humains subissent la loi d'un désir qu'ils ne comprennent pas »¹. La concurrence comme mode dominant d'action conduit aux stratégies de développement impliquant la précarité du travail, les délocalisations, les paradis fiscaux, les inégalités sociales, la spéculation financière, autant de processus qui conduisent à un accaparement de la valeur ajoutée par les pouvoirs économiques oligopolistiques. L'État, acteur central de la gestion de l'économie nationale, en lien avec les institutions internationales interétatiques aujourd'hui impuissantes en situation

¹ Cohen, D. (2015). *Le monde est clos et le désir infini*, Paris, Albin Michel, p. 167.

de guerre, est dominé par les lobbys du secteur privé, capables de défendre leurs propres intérêts par l'intermédiaire des institutions nationales sous couvert de l'intérêt collectif.

Cependant, toute offre a besoin d'une demande, toute production se doit de satisfaire un consommateur en échange d'une transaction monétaire ou financière. C'est pourquoi le producteur se doit d'offrir des biens et services compatibles avec les revenus et patrimoines des consommateurs. Globalement, le système fonctionne sur cette base, tout le système n'est pas gangrené par la production de pauvreté. Il s'agit de trouver des consommateurs disposant de revenus suffisants pour acheter les biens et services produits. Dans un contexte d'inégalités croissantes, une situation de survie peut alors s'imposer aux individus, aux sociétés ou aux États qui n'intéressent pas le monde des affaires. La recherche du profit maximum conduit à une tension à la baisse permanente des revenus des agents économiques ne disposant pas de capital. La fameuse « loi d'airain » de l'analyse classique pessimiste considère que le salaire disponible tend à se situer au minimum vital, défini comme le revenu de subsistance minimum nécessaire à la survie du travailleur et de sa famille à long terme. Les écarts croissants entre les offres et les demandes sectorielles ne peuvent être comblés sans le financement des services publics nécessaires à la gestion des besoins collectifs.

La compétence dans la gestion étatique des règles du capital devient l'élément essentiel pour échapper à la pauvreté relative des citoyens, ce qui explique, au moins partiellement, les rôles hétérogènes des États dans leurs politiques économiques, en fonction des forces et des faiblesses de leurs propres productions au regard des besoins de la population nationale. Dans ce contexte, l'État gendarme proposé par les économistes néo-classiques ne limite pas son action à l'organisation des lois et des règles internes, il devient un acteur international dont la puissance politique, économique et militaire se propose de modifier les règles internationales du commerce et de la finance en fonction des intérêts définis par le gouvernement. Les inégalités ne se creusent pas seulement entre les individus, elles se développent aussi entre les États, soit du fait des raretés relatives des biens nécessaires au développement économique, soit par l'expression d'impérialismes de fait.

Aujourd'hui, avec les guerres et les guerres économiques de puissance, la « globalisation » est remise en cause et les solutions mercantilistes sont appliquées, alors même que les fondements du capitalisme et de l'intérêt individuel sont toujours revendiqués. Les guerres économiques ont toujours existé (Colard *et al.*, 1981 ; Fontanel, 2019). Elles ont pour objectif l'affaiblissement de la puissance militaire et économique d'un État. Ces stratégies économiques visent à l'affaiblissement ou l'asservissement d'un pays ennemi ou concurrent. Les sanctions sont exercées en vue de provoquer des dommages économiques importants à un pays pour qu'il change de politique, dont la seule grande victoire connue en la matière a été la fin de l'apartheid en Afrique du Sud. La question du mode de production actuel pourtant se pose clairement, car les accords commerciaux entre pays amis, la lutte contre la raréfaction des ressources naturelles, le réchauffement climatique ou les catastrophes environnementales sont au cœur d'une insécurité mondiale permanente généralisée, productrice potentiellement de nouvelles guerres économiques, interétatiques et mondiales.

La guerre de la Russie en Ukraine n'est pas seulement une guerre de territoire, elle modifie profondément la géopolitique mondiale et elle lamine la globalisation économique avec la reconstitution rapide de nouveaux blocs politico-économiques qui vont changer radicalement les bases du monde d'aujourd'hui et mettre en évidence la fin de la « fin de l'histoire » de Fukuyama.

IV. Une concurrence de façade et le recours aux politiques keynésiennes

La compétition économique que les États-Unis ont défendu en poussant à la mise en place de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) en 1995 semble aujourd'hui compromise, au moins dans sa forme dite vertueuse d'une globalisation économique porteuse de paix

mondiale. Si l'OMC est toujours en vie, elle ne s'impose plus vraiment face aux grandes puissances économiques, notamment les États-Unis ou la Chine. Déjà limités par des exceptions au libre-échange dès sa naissance, concernant notamment les impératifs de la sécurité nationale d'un pays, les efforts d'intégration économique de plusieurs économies nationales, la protection contrôlée du secteur agricole ou encore quelques dérogations en faveur des pays en développement, les espaces d'un marché mondial libre se sont progressivement élargis, surtout depuis la mise en place des sanctions économiques internationales fondées sur des conflits de guerre (Crimée ou Ukraine, par exemple) ou d'armements interdits (Corée du Nord ou Iran). Dans son rapport annuel du 12 septembre, l'OMC constate que si les échanges de marchandises se maintiennent, ils progressent surtout à l'intérieur de relations plus cloisonnées, avec une tendance marquée pour la mise en place de blocs géopolitiques de plus en plus marqués, les relocalisations étant réalisées au bénéfice des pays alliés et amis. Le *friend-shoring* se développe, car les interdépendances constituent, dans ce monde troublé, des sources inquiétantes de vulnérabilité. Il est alors préférable de commercer avec les pays avec lesquels des affinités politiques, historiques ou commerciales constituent des facteurs de confiance au regard du risque de rupture des chaînes d'approvisionnement. Les tensions consécutives à la guerre technologique entre les États-Unis et la Chine, se répercutent sur leurs plus proches alliés. L'augmentation des droits de douane, la mise en place d'une préférence nationale ou la mise en place de nouvelles normes techniques constituent autant d'opérations significatives d'obstacles à l'élargissement du commerce international. L'OMC considère que, à terme, le *friend-shoring* rendra plus difficile la réponse mondiale à apporter aux défis environnementaux présents et à venir.

Les États membres de l'OMC trichent, les États-Unis avec les GAFAM et leurs mesures anticoncurrentielles contre leurs concurrents chinois Huawei et Tik Tok, tout comme la Chine qui revendique et conserve toujours le statut de pays en voie de développement, ce qui lui permet de contrôler ses importations. En outre, l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP) contrôle partiellement le marché du pétrole et détermine les quotas d'exportation de ses membres, pour vendre leur énergie à prix fort en réduisant volontairement les quantités disponibles. Dominée par l'action de l'Arabie Saoudite, un pays dirigé par une autocratie, cette action conduit inexorablement à l'augmentation des prix du baril, au grand avantage à la fois de l'économie nationale de ses États membres, des productions américaines du secteur devenues ainsi plus rentables et de la contrebande russe en direction de la Chine, autres pays autocratiques de fait, qui bénéficient ainsi d'un avantage compétitif dans tous les domaines économiques énergivores.

De fait, l'ambition de la mondialisation d'apporter à la fois le développement économique mondial et national ainsi que la paix universelle a été fragilisé par plusieurs crises, notamment :

- La crise financière de 2009,
- Les actions de la politique de MAGA (*Make America Great Again*) sous la présidence de Donald Trump exigeant de la Chine qu'elle réduise son excédent commercial avec les États-Unis (faisant ainsi appel à une action que seuls les pays en développement pourraient revendiquer),
- La faiblesse de l'OMC face aux grandes puissances et notamment les États-Unis,
- Le Brexit,
- La pandémie de Covid-19, lorsque les pénuries de masques et d'équipements médicaux révèlent la grande fragilité des chaînes d'approvisionnement, notamment pharmaceutiques, mais aussi dans plusieurs domaines de technologies avancées, incapables de remédier à la situation sanitaire urgente dans une économie mondiale autrefois préoccupée par le « juste à temps » et la baisse des coûts,
- La dépendance des pays occidentaux aux importations des produits de la Chine,
- L'invasion de l'Ukraine par la Russie, qui oblige l'Europe à se réapprovisionner en gaz ailleurs en plein hiver.

La mondialisation n'a pas éliminé la guerre, elle a seulement diversifié les stratégies d'action pour fragiliser les bases de l'économie nationale du concurrent susceptible de devenir un ennemi. Aujourd'hui, la sécurité des peuples devient plus importante qu'une libéralisation des échanges qui devait conduire à une amélioration de la vie économique de tous les pays.

Le commerce de type *friend-shoring* est favorisé aujourd'hui, surtout dans les secteurs importants des chaînes d'approvisionnement à faible opportunité de substitution. Cependant, même ce commerce entre amis n'est pas toujours revendiqué, les États-Unis notamment donnent une place importante à une politique keynésienne dont les effets peuvent être contrôlés par des subventions réservées aux implantations industrielles *in situ*, sur le sol national. Les mesures américaines de l'IRA (*Inflation Reduction Act*) traduisent la mise en place d'une politique à la fois de réindustrialisation du territoire des États-Unis en offrant des subventions conséquentes aux entreprises qui investissent dans les secteurs technologiques avancés sur le sol américain, et keynésienne en faveur du financement de la « révolution verte ». L'économie mondiale doit être réformée, elle se doit d'abandonner rapidement les procédés de fabrication énergivores, concevoir un autre modèle de développement pour lutter contre le réchauffement climatique et préparer une transition qui sera coûteuse, notamment pour les couches les moins aisées de la population. Il s'agit d'une véritable transformation des « valeurs » économiques, qui concernera aussi bien les procédés de fabrication que l'habitat et les modes de consommation. Or, historiquement, les grandes « révolutions industrielles » ont été engagées ou accompagnées par l'action de l'État, d'abord en élargissant le domaine d'application des biens et services publics, ensuite en venant au soutien du secteur privé réticent face à l'importance des risques des investissements nécessaires à leurs réalisations, enfin en créant les conditions permettant de réduire, pour les agents nationaux, les vulnérabilités des dépendances internationales.

Dans ce contexte, une période de démondialisation est amorcée. La mondialisation a favorisé les délocalisations et l'hyperspécialisation au prix d'un fort coût écologique et environnemental et de monopoles industriels hyperspécialisés, capables de provoquer des ruptures dans la chaîne des valeurs. Pour Washington, la fabrication nationale de produits essentiels au bon fonctionnement de l'économie américaine et la nécessaire maîtrise industrielle des composants technologiques des produits les plus sophistiqués constituent des impératifs de sécurité nationale, au même titre que les accords commerciaux à engager avec des pays amis pour satisfaire la fourniture de matières premières rares nécessaires en tant que consommations intermédiaires de technologies les plus avancées. Ainsi, en 2022, le producteur taïwanais TSMC (semi-conducteurs) est venu installer un complexe industriel de 40 milliards de dollars dans l'Arizona, en échange d'une aide substantielle prévue par le *Chips and Science Act* (2022) dans ce domaine industriel si important pour la production des composants de produits militaires par le gouvernement fédéral américain. Cette installation permet aussi à la société taïwanaise de se prémunir contre une opération militaire de Pékin, qui revendique toujours Taïwan comme une terre nationale.

Dans la lutte pour le leadership mondial, les guerres économiques et le retour des guerres de territoire, le libre-échange nécessaire à la mondialisation est en crise. Si à la création de l'OMC il s'agissait surtout de réduire les droits de douane dans les échanges internationaux, aujourd'hui les chaînes d'approvisionnement doivent se diversifier, offrir une plus grande résilience face aux soubresauts géopolitiques et accompagner la transition énergétique et écologique. La sécurité économique des Nations ne peut pas dépendre de pays dont l'instabilité politique et les actions agressives potentielles dans un régime de type autocratique laissent planer des risques géopolitiques susceptibles de remettre en cause des fournitures essentielles dans les chaînes d'approvisionnement nationales ou mondiales. Dans ce contexte, les gouvernants reprennent partiellement la doxa mercantiliste en évitant d'être entièrement dépendants d'un ou plusieurs pays devenus ennemis et décidés à rompre les chaînes de

production dans un moment du processus industriel où il n'est pas possible de trouver une source comparable de production à importer. Sans substitution possible, le pays dépend alors d'un partenaire commercial qui bloque le système productif. Les gouvernants considèrent aujourd'hui que sans un fort secteur industriel (12% du PIB de la France en 2023 contre 23% en 1980), la recherche-développement d'un pays s'effondre, laissant le pays en dehors du système productif des technologies modernes et de celles de demain.

Pour sortir de cette impasse, des politiques industrielles volontaristes sont revendiquées par les États. Washington a programmé l'IRA (*Inflation Reduction Act*) en 2022 en faveur de la transition énergétique des États-Unis, pour des dotations de l'ordre de 370 milliards de dollars. L'Europe aussi se propose d'engager une réelle politique industrielle, contrairement à ses principes d'avant 2022, avec le *Green Deal Industrial Plan* (100 milliards d'euros). Il s'agit de développer la compétitivité des industries européennes, en jouant un rôle essentiel dans les nouvelles technologies propres, avec comme objectifs la transition vers la neutralité carbone, des installations productives à zéro émission, une capacité de production éolienne et solaire augmentée de 25% en 10 ans et la création de nombreux emplois « verts ». L'objectif est aussi de développer une réglementation claire et simplifiée, d'améliorer les délais de conditions de financement, d'accroître la surface des compétences, et d'assurer la résilience des chaînes d'approvisionnement. La Commission européenne souhaite lutter contre les pratiques commerciales déloyales ou peu résilientes, en faveur de nouveaux accords de libre-échange, en vue de soutenir la transition écologique. Une course mondiale aux technologies propres existe aujourd'hui, l'Europe doit pouvoir accompagner ce mouvement face aux États-Unis, à la Chine ou au Japon. Ces aides sont assorties de conditions évidentes de sécurité, comme la localisation de la production dans les pays européens. Il s'agit aussi de contrôler les subventions offertes par les autres États à leurs entreprises afin d'améliorer leur capacité concurrentielle, comme c'est le cas pour les voitures électriques fabriquées en Chine. Berlin offre 10 milliards de subvention à Intel pour la production de semi-conducteurs, pour un investissement total de 30 milliards d'euros.

En outre, la destruction des emplois industriels du fait des délocalisations avait fragilisé les économies occidentales qui, jusqu'à présent, bénéficiaient de ces importations à des prix réduits grâce notamment au faible coût de la main-d'œuvre des régions productrices et de réglementations environnementales moins exigeantes. Aujourd'hui, l'Europe elle-même considère que le libre-échange sans sécurité économique n'est plus viable. De même, les pays exportateurs sont aussi fragilisés par les sanctions économiques potentielles. Aujourd'hui, la Chine et l'Inde semblent vouloir accélérer le développement de leur marché intérieur. Enfin, la mondialisation est fortement contestée pour la pollution qu'elle produit et accélère, en un temps où le réchauffement climatique inquiète les populations les plus jeunes, anxieuses pour leurs conditions de vie dans l'avenir proche. L'Union européenne veut aujourd'hui taxer les importations d'acier, d'aluminium, de ciment, d'engrais et de fer non soumis au prix carbone dans leurs régions de production. Cependant, même si la contestation du libre-échange se développe et malgré les sanctions économiques à l'encontre des *rogue states*, le commerce international devrait encore augmenter de 3,5% en 2024, *ceteris paribus*.

V. La guerre économique et technologique et le retour des pensées mercantilistes de leadership et d'autarcie

L'utilisation de l'arme économique peut être justifiée comme première étape éventuelle avant l'utilisation des armes militaires. La fragmentation du commerce et des finances internationales est déjà bien avancée, elle touche les technologies les plus modernes, l'énergie, l'alimentation ou les réseaux de messageries interbancaires. Les alliances peuvent aussi modifier les rapports entre les États. Les membres de l'OTAN sont largement influencés par

les décisions de Washington. Il en va de même pour les pays d'Asie qui ont des relations commerciales et de productions essentielles avec la Chine, sans pour autant en accepter l'hégémonie. Depuis la guerre en Ukraine, par précaution, la Corée réduit ses engagements en Chine, au bénéfice des États-Unis.

Du fait de la gravité extrême de l'utilisation de l'arme nucléaire, les États recourent plutôt aux armes économiques et politiques dans leurs confrontations directes. Les stratégies obliques de dissuasion, les mesures économiques de rétorsion, les embargos, les boycotts sont utilisés en vue de créer une situation de crise économique du pays visé par des sanctions. Les effets de ces guerres économiques dépendent des mesures d'autodéfense, des solidarités internationales et du potentiel de substitution. La notion de guerre économique est polysémique. Il convient de différencier les différends économiques entre les États, des conflits et surtout des guerres économiques (Fontanel, 2019). Les différends soulignent des divergences d'intérêts nationaux susceptibles d'être gérés par des instances internationales publiques ou privées. Les conflits économiques ont une portée plus forte, qui peut conduire au refus des ventes d'armes, à la suspension des aides économiques ou à la mise en place de nouvelles contraintes financières, aux sanctions extraterritoriales, à l'arrêt sectoriel des échanges de biens et services, au contrôle à l'exportation de produits duaux, mi-civils, mi-militaires, afin de réduire le potentiel technologique du pays importateur. Quant à la guerre économique, il s'agit d'une punition internationale conduisant aux stratégies de la rupture des échanges, au gel des avoirs, au boycott et aux embargos et aux cyberattaques économiques.

La guerre économique est redevenue d'actualité, en même temps que les guerres de territoire. Le Fonds monétaire international a mis en évidence les restrictions imposées dans les échanges commerciaux mondiaux. En 2009, après la crise financière, il y avait 400 restrictions de biens et services dans le monde, 250 en 2012, 650 en 2015 après la Crimée, 1 150 en 2018 pendant la présidence Trump, et 2 500 en 2022 avec l'Ukraine. Les États-Unis disposent de plus de 70 programmes de sanction, concernant plus de 10 000 personnes physiques ou morales dans le monde. Les sanctions ne sont pas unilatérales, c'est pourquoi il faut aussi renforcer la sécurité des approvisionnements, notamment en matière énergétique, terres rares ou produits de haute technologie. Dans le domaine des terres rares, la Chine occupe une place dominante, avec la production et le raffinage de 90% d'entre elles. Or, Pékin use parfois de cette forme de monopole pour restreindre ses exportations, soit à des fins de production intérieure en situation de rareté, soit pour répondre à une sanction économique des États-Unis ou de l'Europe.

En 2023, bien que contesté notamment par les BRICS, le dollar reste la monnaie internationale dominante. Les États-Unis disposent aussi de la plus grande puissance militaire du monde, au moins si l'on retient les sommes dépensées à cette fin, ils sont alliés militairement avec tous les pays membres de l'OTAN, ils sont producteurs d'énergie et avec les GAFAM, ils contrôlent le développement technologique de l'industrie de l'information. Certes, depuis plus d'un demi-siècle, Washington a subi des échecs avec ses guerres exportées et une partie de son *aura* dans le monde a perdu de sa force d'exemplarité, mais la Maison Blanche définit encore les règles de fonctionnement du capitalisme international et le niveau requis d'ouverture du libre-échange en fonction de ses propres intérêts. La politique américaine a toujours été marquée par des considérations géoéconomiques, alors que son discours défend plutôt un libre-échange impartial et apolitique.

La guerre technologique « officielle » a été engagée par Donald Trump en 2018 par l'interdiction de l'achat de smartphones Huawei et ZTE par l'armée américaine et l'augmentation très significative des droits de douane (de l'ordre de 350 milliards de dollars supplémentaires). En 2020, l'embargo américain a empêché Huawei, alors numéro un mondial du secteur smartphone, d'avoir directement accès aux puces 5G, ce qui lui a valu, provisoirement au moins, de rentrer dans le rang sur ce marché à l'international. Depuis, les listes noires d'entreprises chinoises interdites par le Département de commerce américain et les droits de douane ont été

maintenues, voire étendues, avec la présidence de Joe Biden. La guerre technologique entre les États-Unis et la Chine est sans doute déclarée, avec des effets de court terme particulièrement onéreux. Il s'agit souvent d'obtenir le leadership dans le secteur des technologies « sensibles », celles qui peuvent avoir une utilisation duale civile et militaire, mais aussi celles qui donnent des avantages déterminants dans les chaînes d'approvisionnement sujettes à embargo.

En 2022, un décret présidentiel de la Maison Blanche a renforcé les contrôles sur les exportations de produits « sensibles », en vue de conserver l'avance technologique des firmes et laboratoires américains. Pour prévenir les transferts de technologie potentiels, les investissements directs en Chine des fonds américains sont encadrés dans trois secteurs de produits duaux, à savoir les semi-conducteurs, l'intelligence artificielle et l'informatique quantique. Il s'agit à la fois de restreindre la vente des semi-conducteurs de pointe (ainsi que les équipements destinés à leur fabrication) nécessaires aux supercalculateurs, aux missiles hypersoniques et à l'intelligence artificielle.

Aujourd'hui, la question des semi-conducteurs et de leurs performances respectives est déterminante aussi bien sur les volets militaires que civils. La complexité des équipements électroniques, concernant notamment leur miniaturisation, n'est maîtrisée que par un nombre très limité d'entreprises disposant d'un savoir-faire technologique exceptionnel. De même, les techniques d'industrialisation de l'intelligence artificielle posent problème, d'autant plus qu'il faudra en maîtriser les modalités d'utilisation (*Reinforcement Learning from human feedback*), lesquelles sont normalement encadrées dans les pays démocratiques. Ces restrictions ne s'appliquent donc plus à des entreprises clairement visées, comme Huawei, elles concernent l'ensemble de l'économie de la Chine. Elles utilisent comme justification le recours à l'argument militaire, elles s'inscrivent dans la volonté d'affaiblissement du potentiel chinois à développer les technologies les plus modernes. Pour éviter les « effets de substitution » aux productions américaines, la Maison Blanche a demandé (exigé ?) que les entreprises du camp occidental (ASML pour les Pays-Bas, Nikon et Tokyo Electron pour le Japon) exercent aussi un contrôle similaire. La crainte des « sanctions extraterritoriales » américaines (Fontanel, 2019) à l'encontre d'un refus de participation à ce contrôle a sans doute pu les convaincre plus facilement d'accepter cette « proposition ».

La politique américaine de sanction à l'encontre de la Chine est largement soutenue par les instances gouvernementales, les partis politiques et l'opinion publique américaine. Cependant, cette stratégie est aussi coûteuse, car le marché chinois dans le secteur représente entre le quart et le tiers des ventes d'entreprises spécialisées comme Intel ou Applied Materials. La stratégie de *derisking*, appliquée par Joe Biden, consiste à refuser la délivrance de certains produits et prestations au regard des risques divers (militaires ou civils) que cette collaboration avec la Chine fait peser sur la puissance américaine. La question du découplage est d'ailleurs posée par plusieurs organisations politiques, concernant notamment les domaines industriels de la biotechnologie ou de l'aéronautique). Le coût du découplage serait très important à court terme pour les entreprises américaines du secteur, au point de subir une crise économique et financière qui enlèverait à l'économie nationale une part importante de sa puissance dans le secteur des semi-conducteurs, au regard de la perte de marché et de la réduction significative des « économies d'échelle ». Il en résulterait aussi des tensions inflationnistes.

Fin 2023, la rumeur selon laquelle le gouvernement chinois allait interdire l'utilisation des iPhones à ses fonctionnaires a conduit à une réduction très forte (200 milliards de dollars) de la capitalisation financière de Apple, compte tenu de l'importance de son implantation industrielle en Chine et du marché chinois (un quart des ventes de ses propres smartphones) pour la firme de Cupertino. Depuis, Pékin a démenti cette intention politique, tout en signalant, cependant, que quelques problèmes de sécurité nationale avaient été constatés sur les nouvelles générations de smartphone. Si les rumeurs n'ont donc pas été confirmées, l'expérience met en évidence la complexité de la guerre technologique, laquelle produit des effets négatifs d'abord sur l'économie des pays concernés à court terme, pour une lutte industrielle de

leadership de plus long terme. La question alors posée par les gouvernants n'est pas d'optimiser la croissance à court terme de l'économie nationale, mais de réduire celle du pays concurrent de manière plus conséquente que les pertes nationales subies, au moins à moyen terme.

Dans cette lutte de leadership USA-Chine, les États-Unis entraînent l'Europe dans leurs différends, notamment sur les questions concernant les matières premières stratégiques et la protection des technologies sensibles, en proposant à cet effet des contrôles à l'exportation et aux investissements adaptés au nouvel environnement stratégique. Ainsi, les opérateurs européens retirent de leurs réseaux les technologies des entreprises Huawei, ZTE dans les Telecom, tout comme les Pays-Bas ont convaincu ASML productrice de machines productrices de semi-conducteurs de haute technologie de ne plus exporter ses produits vers la Chine. Sur ce point, des divergences se sont fait entendre de la part de la France et de l'Allemagne, qui considèrent cet accord comme un nouveau coup de canif à la compétition internationale, en faveur des États-Unis et au détriment de l'Europe. Pourtant, l'Union européenne est encore divisée sur cette question, entre ceux qui souhaitent protéger leur industrie (Allemagne), ceux qui souhaitent un alignement à Washington (États baltes) et ceux qui souhaitent plus d'autonomie (France, notamment). Washington a une lecture binaire du monde, entre l'Occident démocratique et ses alliés et le reste du monde, de la Chine aux BRICS en passant par la Russie et les États d'Afrique centrale.

En face, la Chine se propose de devenir la plus grande puissance économique et militaire en 2049, cent ans après la prise de pouvoir du Parti Communiste. Si Pékin défend le libre-échange, il n'en supporte pas toutes les conséquences, puisqu'il est toujours classifié, auprès des instances internationales, comme un pays en développement, ce qui lui permet, notamment, de contrôler certaines exportations et importations, sans avoir à recourir à l'exception de la sécurité nationale. De fait, la mondialisation souhaitée par Xi Jinping doit être contrôlée par les instances publiques. Il considère qu'il faut utiliser à la fois la *main invisible* du marché et la *main visible* du Parti Communiste Chinois. Les entreprises publiques constituent la base progressiste de l'économie nationale et les entreprises privées sont dirigées par leur Conseil d'Administration, sous la surveillance étroite du PCC. L'État prend des décisions fondamentales de structures, comme les nouvelles routes de la soie et le Programme *Made In China 2025*, de contrôle de dix technologies fondamentales qu'il faudrait non seulement maîtriser, mais aussi dominer. La Chine a toujours été très sensible au critère de la sécurité nationale, mais elle semble aujourd'hui en accroître le domaine de compétence et d'exécution.

Pékin résiste à la guerre américaine, par des actions similaires, en interdisant certains accords avec des entreprises américaines, en rejetant quelques firmes américaines de ses projets d'infrastructure, mais aussi en utilisant le contrôle à l'exportation de terres rares sensibles (gallium et germanium) nécessaires aux puces électroniques les plus sophistiquées. La Chine est quand même plus en difficulté, car les sanctions à l'encontre de firmes américaines qui ont installé tout ou partie de leur centre de production sur le territoire chinois conduiraient à une crise économique d'autant plus violente qu'elle renforcerait les effets néfastes de la crise de l'immobilier dans l'Empire du Milieu. Il lui faut aussi trouver les moyens scientifiques et technologiques pour développer des puces performantes à grande échelle. Le gouvernement chinois accorde aujourd'hui une priorité industrielle en faveur de l'autonomie nationale dans les secteurs des technologies de pointe.

VI. Avec le retour des conflits armés en Europe et au Moyen-Orient et le réchauffement climatique, l'insécurité concerne l'ensemble de l'humanité

Aujourd'hui, les budgets militaires augmentent sensiblement, la menace nucléaire est brandie, le conflit Israélo-palestinien revient sur le devant de la scène internationale. Du fait des sanctions économiques appliquées, les États européens ont été fragilisés par leur

dépendance énergétique à la Russie. Il en a résulté une fragmentation géopolitique et l'affaiblissement du multilatéralisme pacifique. L'ONU n'a jamais été un acteur majeur de la question ukrainienne, de même que l'OMS n'a pas été un acteur majeur dans la gestion de la pandémie du coronavirus. Aujourd'hui, les grandes puissances recherchent une forme d'autarcie en matière de technologies militaires ou civiles vitales pour la sécurité et le maintien des chaînes d'approvisionnement. Les économies nationales qui ne disposent pas de sources d'énergie suffisantes souffrent. Des solidarités économiques partielles tendent à se dessiner, selon des formes que l'histoire des hommes a déjà expérimentées.

VI.1. Le retour à une guerre armée et économique interétatique en Europe, avec la tentative d'invasion de l'Ukraine, le retour de la guerre israélo-palestinienne ou la tragédie du Haut-Karabagh, témoignent de la présence éternelle de la guerre comme mode de solution aux conflits entre les États concernant notamment les questions de puissance politique, les tentatives de prédation, les inégalités sociales (guerres civiles) ou sociétales (guerre de régime), les oppositions religieuses ou la légitimité internationale des territoires nationaux. « L'enfer c'est les autres » affirmait Jean-Paul Sartre, surtout quand les griefs remontent à des décennies, voire des siècles. L'Europe considérait impossible une nouvelle guerre sur son continent du fait de la dissuasion nucléaire du faible au fort pour la France ou de la puissance de la protection des États-Unis et de l'OTAN. L'Ukraine a été dénucléarisée à la fin de l'URSS et les accords ont permis à la Russie d'en disposer seule, en vue de ne pas favoriser la prolifération de l'arme. Or, dans les négociations internationales engagées dans les années 1990, il était entendu qu'aucun pays ne disposant pas de l'arme nucléaire ne pouvait être envahi. La protection des alliés est illusoire, lorsque ceux-ci n'ont plus les mêmes objectifs sociétaux. La puissance d'un État réside dans sa capacité à s'engager dans un conflit armé sans avoir besoin du secours de son allié principal ou même de ses alliés circonstanciels. Dans ces conditions, ce système capitaliste d'économie de marché généralisée n'a pas produit « la fin de l'Histoire », car l'homme n'est pas qu'un agent économique dépourvu d'autres ambitions que celle de faire du profit à des fins personnelles.

VI.2. Les histoires de contes de fée proférées par une analyse économique qui se voudrait rigoureuse ne résistent pas à la cruauté des faits et des actions politiques. D'autant plus que les fondements des guerres n'ont pas que des racines économiques. À la suite de Ivan Illich Vladimir Poutine considère que le système politique des démocraties occidentales est décadent et ne correspond pas aux valeurs de la civilisation russe fondée sur un national-impérialisme religieux, capable d'étendre son influence et sa foi à toute sa zone d'influence. La guerre en Ukraine est fondée d'abord sur un sentiment national sécuritaire d'une Russie qui se sent entourée et menacée par les mêmes forces politico-économiques qui ont participé à l'effondrement de l'Union soviétique et qui empêchent les pays frontaliers, nécessairement amis, de rester sous le contrôle naturel de la grande Russie éternelle. La liberté individuelle n'est pas opposable à l'État légitime, car celui-ci assure la cohésion interne de la Nation russe et organise sa puissance internationale. Chaque citoyen russe doit être convaincu du caractère sacré de la grande Russie et l'amour de la Patrie se conjugue avec l'obéissance au Guide dévoué dont la fonction centrale porte sur le développement, par le glaive ou l'épée, des valeurs religieuses de la « grande Russie historique » que les États démocratiques occidentaux veulent éteindre.

Le conflit israélo-palestinien a sans doute aussi des effets économiques non négligeables, mais les causes sont historiques depuis qu'en novembre 1947 l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté, contre l'avis de tous les pays arabes qui militaient pour la mise en place d'un État arabe, la résolution 181 qui prévoyait le partage de la Palestine en deux États, l'un juif, l'autre arabe. La guerre civile en a résulté et, au dernier jour du mandat britannique, après la défaite des forces palestiniennes, l'indépendance d'Israël a été proclamée comme État

juif dans le pays d'Israël. Depuis trois quarts de siècle, le conflit a connu des périodes de trêve apparente et de reprise du conflit, avec une inimitié entre les deux peuples qui ne s'est jamais vraiment démentie, l'un soutenu par les États-Unis et ses alliés, l'autre par l'ensemble des pays arabes. La reprise du conflit à la suite des exactions du Hamas en territoire israélien n'est qu'une nouvelle coulée de lave du volcan des inimitiés, des injustices et des inégalités ressenties sur l'ensemble de ce territoire autrefois sous mandat britannique et aujourd'hui dominé par les nouvelles colonisations engagées par le gouvernement israélien. Les crimes contre l'humanité ne sont jamais excusables. Il faut cependant rappeler que les frontières du monde sont souvent validées par les instances internationales qui luttent contre toute forme de colonisation. Le Conseil de Sécurité de l'ONU a dénoncé en février 2023 la légalisation des neuf colonies en Cisjordanie occupée, qui remet en cause la solution à deux États. Cependant, cette résolution n'a pas de portée contraignante, laissant ainsi les victimes palestiniennes subir la puissance de son occupant, lequel, plus fort économiquement et militairement, peut toujours imposer sa loi et ses rejets de la cause palestinienne et des solutions onusiennes.

VI.3. Dans le cadre des sanctions économiques, les échanges internationaux ont connu des évolutions erratiques, à la recherche de fournisseurs et d'acheteurs alternatifs. Pour la Russie, les relations avec la Chine, l'Iran ou même la Turquie se sont, souvent officieusement, accrues, même si la menace des sanctions extraterritoriales des États-Unis peut en réduire l'importance. Grâce à une flotte de navires nationaux totalement autonomes, la Russie vend du pétrole et du gaz à la Chine, l'Inde ou la Turquie, une ressource largement pompée par le budget de l'État et donc en faveur des dépenses militaires de la Russie. En revanche, les investissements chinois en Russie ne semblent pas augmenter de manière significative, au regard des risques financiers potentiels des sanctions secondaires éventuelles des États-Unis, lorsque les technologies duales sont concernées. La question la plus grave, sinon la plus médiatisée, a concerné le gaz mais aussi une menace de pénurie alimentaire mondiale, la Russie et l'Ukraine étant d'importants exportateurs de céréales et d'engrais. Du fait des sanctions économiques, les échanges internationaux connaissent des ruptures des chaînes de valeur, notamment dans les produits de haute technologie. Tous les États, et notamment les États-Unis, engagent des mesures de protection pour leur industrie, au nom de la sécurité nationale. Il s'agit aujourd'hui de modifier les chaînes d'approvisionnement, notamment dans le cadre des blocs existants et en devenir.

VI.4. L'unipolarisation américaine de la fin du xx^e siècle après l'effondrement de l'URSS, est aujourd'hui fortement contestée. La question de l'hégémonie du dollar est clairement posée, ainsi que l'évolution des mécanismes financiers en vigueur. Si la Chine a créé son propre système en yuans ou renminbis, elle se propose aussi, avec la Russie, l'Iran, le Venezuela, de développer des mécanismes financiers spécifiques tournés vers la dédollarisation de leurs réserves, l'essor de systèmes alternatifs à SWIFT et le recours aux monnaies digitales des banques centrales. Les sanctions financières occidentales sont encore significatives, mais elles perdent progressivement de leur force. Si les pays occidentaux restent principalement alignés sur les positions américaines compte tenu de l'importance de l'OTAN pour la sécurité européenne, les pays moins développés, même s'ils n'offrent pas un front uni, recherchent aujourd'hui une forme de neutralité qui change progressivement d'orientation eu égard aux avances diplomatiques de la Russie et de la Chine auprès de certains régimes politiques. La Chine et la Russie proposent même des modèles alternatifs au système démocratique occidental, qui valorisent les autocraties et une démocratie de forme. Vladimir Poutine a échoué dans son objectif de renouer avec la mise en place d'un bloc militaire puissant sous le contrôle de Moscou. Il est aujourd'hui partiellement et secrètement soutenu par la Chine et l'Iran. La question est de savoir s'il s'agit d'alliés de circonstance. En tout état

de cause, ils ne seront, sans doute, pas très sensibles à l'essor tant désiré par Poutine d'une civilisation slave russe authentique.

La polarisation des relations politiques, économiques, militaires ou diplomatiques n'est pas vraiment souhaitée par de nombreux pays. Nombre d'États s'engagent dans des politiques « opportunistes » en fonction de leurs intérêts immédiats, tout en utilisant des manœuvres plus ou moins secrètes pour obtenir des avantages économiques significatifs à terme. Ainsi, la Turquie ou l'Inde ont évité de s'engager pleinement dans la guerre économique lancée par les Occidentaux contre la Russie, en acceptant notamment d'acheter du pétrole et du gaz à la Russie, à des prix soldés, en toute opacité et impunité. Les préférences politiques ne pèsent pas beaucoup au regard des avantages obtenus dans un contexte de rareté relative des biens, notamment celles concernant les matières fossiles. L'opportunisme est devenu le choix stratégique de la plupart des États, l'OPEP joue son propre rôle, à contre-courant de l'objectif de la lutte contre le réchauffement climatique. L'Arabie Saoudite, longtemps dépendante sécuritairement des États-Unis, va entrer dans les BRICS, un club de pays émergents, dont les revenus par habitant sont bien éloignés de ceux du nouveau membre. Il s'agit de se libérer d'une tutelle encombrante pour devenir un membre éminent d'un Club de pays émergents qui représentent près de la moitié de la population mondiale. Cependant, tous ses membres se recommandent mutuellement une grande prudence afin d'être toujours en mesure d'acheter des armes ou des technologies modernes aux USA.

VI.5. Les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) veulent s'émanciper de l'influence des États-Unis et des anciennes puissances coloniales, exprimer une volonté de non-alignement (en refusant notamment de condamner la guerre fomentée en Ukraine par l'un de ses membres, la Russie) et développer une force politique et économique commune. De nombreuses demandes ont été faites de pays du Sud pour rejoindre ce club d'influence. Pendant le sommet de Johannesburg, il a été décidé que l'Arabie Saoudite, les Émirats arabes Unis, l'Iran, l'Argentine et l'Éthiopie rejoindront cette nouvelle organisation en 2024. Le discours des BRICS consiste à considérer que le développement des pays occidentaux exerce des effets négatifs sur leur propre développement, du fait des effets de domination qu'ils exercent sur les institutions internationales et de la puissance de leurs firmes transnationales trop peu soucieuses des intérêts de leurs pays d'accueil. En matière environnementale, ses membres contestent de devoir payer, au même titre que les pays développés, des émissions carbonées dont ils estiment être les véritables victimes. Les solutions historiques mal conçues deviennent des fondements des contestations d'aujourd'hui. De manière plus générale, indépendamment du fait qu'ils polluent beaucoup moins que les pays industrialisés, les pays anciennement colonisés par la force militaire dénoncent aujourd'hui les efforts que les organismes internationaux leur demandent en faveur de la lutte contre le réchauffement climatique, qui constituent des obstacles à leur propre développement économique, efforts dont ont été dispensés en leur temps les pays aujourd'hui développés.

Il s'agit donc de réduire le pouvoir de décision des pays industrialisés occidentaux et d'accroître leur propre pouvoir de décision dans le concert international. Les BRICS souhaitent accroître leur poids au sein des institutions internationales, particulièrement au Fonds monétaire international (FMI) et à la Banque mondiale, alors que, malgré des demandes maintes fois réitérées, les économies développées restent largement majoritaires dans le pouvoir de décision de ces instances. Même si en 2016 le yuan a été intégré aux « droits de tirage spéciaux » du FMI, de profondes modifications de la méthode de calcul des quotes-parts (et donc de l'importance du droit de vote) – qui sont déterminées sur un algorithme prenant en considération par ordre d'importance le PIB, le degré d'ouverture de l'économie, la stabilité et les réserves en or et en devises du pays – sont demandées par les BRICS.

Pour répondre à ce que la Chine considère comme une sous-estimation de son influence, elle développe les « routes de la soie » en vue de créer des institutions internationales

alternatives au FMI et à la Banque mondiale, notamment la Banque asiatique pour les investissements et la Nouvelle Banque de Développement situées toutes les deux en Chine, respectivement à Pékin et Shanghai. La banque centrale de Chine développe les accords swaps d'échanges de devises et les prêts aux pays appartenant au projet des routes de la soie sont de plus en plus significatifs. Cependant, même si le poids du dollar a baissé dans les transactions internationales de 71% au début du siècle à moins de 55% fin 2023, la monnaie américaine reste bien dominante par rapport aux 18,5% de l'euro et surtout aux 2,4% du yuan. Les sanctions « extraterritoriales » américaines sont, pour une part importante, responsables de cette nouvelle méfiance à l'égard du dollar dont l'usage dans les transactions commerciales rend passible d'une sanction américaine, notamment à l'encontre de la Russie. De même le gel des avoirs et l'exclusion du système de paiements internationaux Swift de la Russie a été très mal perçue par les membres des BRICS, lesquels se voient aujourd'hui proposer un système alternatif, le CIPS (*China International Payment System*). L'internationalisation du yuan ou renminbi a été aussi considérée, mais l'inconvertibilité du yuan et le contrôle des capitaux instaurés par le gouvernement chinois empêche son développement comme monnaie internationale « sécurisée ». L'idée d'une monnaie commune aux BRICS imaginée par le Brésil n'a pas retenu longtemps l'attention de ses membres. Le caractère international d'une monnaie dépend de la confiance accordée à son émetteur, à sa capacité à intervenir efficacement dans les transactions commerciales et financières et à devenir un instrument de réserve de change. On assiste cependant à une diversification des monnaies dans les échanges internationaux, avec une régionalisation ouverte à l'usage des monnaies locales.

Enfin, les BRICS constituent de fait un Club qui s'unit contre les supposés privilèges des pays occidentaux développés, mais dont les intérêts directs et communs sont hétérogènes. De fait, ils veulent modifier la gouvernance mondiale concernant notamment la lutte contre la pauvreté et, comme indiqué plus haut, le poids à payer par les pays développés dans la lutte contre le réchauffement climatique ou les pollutions mondiales. Les membres sont parfois en situation de conflit direct, mais leur action commune s'exerce pour accroître leur influence dans la gouvernance économique internationale.

VI.6. La guerre de l'information et du lobbying devient une méthode sophistiquée pour influencer les opinions publiques. Avec les moyens technologiques modernes, la guerre de l'information constitue une menace pour le fonctionnement normal des règles et valeurs démocratiques. Aujourd'hui, le cyberspace offre de grandes ouvertures incontrôlables aux manipulations à grande échelle de l'information, notamment via les réseaux sociaux. L'espionnage a toujours existé, mais il se développe dans toutes les sphères de la vie sociétale. La Chine exerce une stratégie d'infiltration des institutions publiques et privées, quand la Russie est capable de fournir des informations volontairement erronées pour modifier ou renforcer les mouvements d'opposition aux régimes démocratiques. La Russie de Vladimir Poutine dispose de nombreuses équipes destinées à « manipuler l'information », notamment en direction des pays du Sud, en vue d'accroître le ressentiment à l'égard des anciennes puissances coloniales. Ainsi, les problèmes alimentaires ou énergétiques de l'Afrique sont portés non pas au débit de la guerre en Ukraine mais à celui des grandes puissances occidentales, toujours suspectées d'utiliser les « effets de domination » pour continuer à exploiter les États anciennement colonisés.

Il s'agit aussi d'offrir des emplois « dorés » dans de grandes firmes nationales à des hommes politiques étrangers influents pour obtenir des informations favorables aux stratégies des entreprises concernées, mais aussi pour soutenir les actions du gouvernement en place. De nombreux dirigeants européens sont ainsi devenus membres des conseils d'administration des fleurons de l'oligarchie russe pour lui permettre de disposer ainsi de soutiens importants dans les conflits russes avec l'Occident. Aux États-Unis, les personnalités politiques et économiques « en cheville » avec des entreprises étrangères ou travaillant pour

le compte d'une puissance étrangère, doivent l'indiquer aux autorités compétentes, tout comme les participations étrangères dans les entreprises nationales « sensibles » doivent faire l'objet d'une déclaration. Ces procédures de protection des intérêts nationaux ne semblent pas être suffisamment développées en France et en Allemagne.

VI.7. La défense des valeurs démocratiques est aujourd'hui en déclin au profit d'autocraties, souvent camouflées par des simulacres électifs, gérées par des oligarques et des technocrates capables de contrôler les forces populaires par une information centralisée et sélective. Un système ploutocratique est en place derrière les autocraties révélées. Dans un cadre où la loi est dominée par l'autocrate, il est possible aussi que les services nationaux interviennent pour donner des informations sélectionnées et souvent erronées en vue d'influencer les votes dans un autre pays. Les dernières élections aux États-Unis, au Royaume-Uni ou en Slovaquie en portent témoignages. Cependant, même les États dits démocratiques sont parfois dirigés par une oligarchie qui institue une ploutocratie de fait, qui valorise la puissance et le système sécuritaire de la Nation, mais aussi des intérêts privés qui ont pris part à sa mise en place afin de perpétuer leurs activités économiques de court terme, concernant par exemple le marché des ressources énergétiques fossiles. En outre, les gestionnaires d'actifs sont parfois plus puissants que les gouvernements de ce monde. Ainsi, le fonds d'investissement Black Rock gère près de 10 000 milliards de dollars, trois fois plus que le PIB de la France et que son endettement. La politique de court terme mise en œuvre consiste à accroître sans cesse leurs propres profits et à maximiser la valeur de marché de l'actif pour faire une plus-value à la revente dès que la conjoncture le permet. Aucune référence n'est faite sur les effets à long terme de leurs actions pour les entreprises, les emplois, la pollution, le réchauffement climatique ou le bien-être des citoyens. La puissance sociétale irrésistible des forces économiques privées conduit de fait le secteur privé hyper riche à décider des politiques de l'État, en vue notamment d'obtenir une réduction des impôts, de soutenir la mise en place d'une législation favorable aux affaires économiques ou d'un soutien face à d'autres concurrences étrangères, entre soutien et protection, comme c'est le cas avec les lois extraterritoriales des États-Unis. Ils n'ont de compte à rendre qu'à leurs propriétaires et actionnaires, avec l'aide efficace du recours aux paradis fiscaux. Dans le monde entier, les intérêts financiers immédiats s'opposent à l'intérêt collectif d'un futur proche.

Fin 2023, face à cet océan de richesses, près d'un milliard de personnes vivent en totale insécurité alimentaire. Selon les institutions rattachées à l'ONU, en 2022, 8 millions d'enfants étaient mourants en l'absence d'aliments thérapeutiques dans 15 pays – l'Afghanistan, le Burkina Faso, l'Éthiopie, Haïti, le Kenya, Madagascar, le Mali, le Niger, le Nigéria, la République démocratique du Congo, la Somalie, le Soudan, le Soudan du Sud, le Tchad et le Yémen. L'économie mondiale se trouve dans une situation de forte précarité, fragilisée par les politiques monétaires restrictives de lutte contre l'inflation. 25% des pays en développement n'ont plus accès au marché obligataire. Le risque grandit d'une dette accrue dans les pays les plus vulnérables, compte tenu de la hausse des rendements des bons du Trésor américain.

La pauvreté s'installe durablement sans espoir dans certains pays, alors qu'il faut faire face à l'insécurité alimentaire et à l'émergence de conflits et de coups d'État dans les pays les moins développés. Le FMI demande de toute urgence une augmentation des quotes-parts, afin d'engager des prêts immédiats à taux zéro pour les pays en plus grande difficulté. L'endettement des pays en voie de développement est souvent inférieur en pourcentage du PIB à celui des pays développés, mais avec l'augmentation des taux d'intérêt les remboursements des intérêts épongent une grande partie d'un budget de l'État souvent déjà limité par l'importance des paiements des salaires. Aujourd'hui, la Zambie est en défaut de paiement dû en partie à la pandémie de Covid-19. Les négociations de restructuration de la dette sont bien plus longues que prévu avec des créanciers comme les opérateurs privés et la Chine, lesquels acceptent de rééchelonner ces remboursements sans évoquer aucune annulation. Or, la moitié des pays en

développement souffre d'un endettement public quasi impossible à rembourser au regard de leur importance eu égard à la situation économique des citoyens de ces pays.

Les dirigeants du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale ont réclamé vendredi 13 octobre des financements supplémentaires auprès de leurs États actionnaires afin de mieux aider certains pays à combattre la pauvreté et le changement climatique. Un renforcement des ressources de la Banque mondiale et de l'*International Development Association* (IDA) semble nécessaire. Cependant, en temps de conflits et de guerre, la plupart des États développés consacrent leurs ressources aux investissements nouveaux de sécurité nationale.

Sur ces questions au moins aussi violentes que celles de la guerre, le silence est devenu d'or pour tous les conquistadors économiques qui se partagent les richesses mondiales. Dans ces conditions, comment s'étonner des réserves, voire de l'indifférence, des pays les moins avancés à l'égard des guerres, et notamment celles qui secouent l'Ukraine ou le Moyen-Orient, qui finalement concernent des pays plutôt développés. La troisième révolution industrielle pose la question des modes de production et de consommation actuels qui, dans un avenir proche, peuvent conduire aux catastrophes écologiques, à la raréfaction des ressources naturelles, à l'insécurité permanente généralisée, au réchauffement climatique et, *in fine*, à l'essor de nouvelles guerres.

VII. En conclusion

Sans une action volontariste des hommes, le réchauffement climatique pose la question de la survie de l'humanité et l'innovation technologique ne pourra pas résoudre toutes les questions sociétales et sociales immédiates sans le soutien scientifique volontariste des puissances publiques. Il apparaît nécessaire de modifier les règles du jeu de la globalisation mondialiste du marché et de mettre en place une révolution verte qui ne pourra se développer sans sécurité internationale et une plus grande justice sociale et fiscale (Fontanel, 2016). Toutes ces évolutions sociétales mondiales sont reliées les unes aux autres, elles sont sans doute le résultat devenu toxique d'un capitalisme libéral incapable de trouver une solution viable à la fois au réchauffement climatique, à la pauvreté endémique d'une partie de la population mondiale et aux injustices sociales. La paix promise par le « doux commerce » chanté par Montesquieu ne s'applique plus à la réalité des relations économiques, politiques, sociétales et sociales du monde d'aujourd'hui.

VIII. Bibliographie

BLANCHARD, O. (2022), « Je redoute le scénario d'une guerre commerciale », *Le Monde*, 27 novembre.

BRUNAT, E. et FONTANEL, J. (2018), « La Russie de retour comme puissance militaire ? », *Annuaire Français des Relations Internationales, AFRI*, vol. 19.

BRUNAT, E. et FONTANEL, J. (2021), « La science économique comme idéologie, la science de gestion comme viatique de l'actionnaire », *Marché & Organisations*, n° 41, Paris.

BRUNAT, E. et FONTANEL, J. (2023), « When Mercantilism Upsets Neo-Classical Liberal Thinking, the Pandemic Covid-19 as a Revelation », *International Conference on Disaster Management. Global pandemic and its impact 2023*, Emerald.

COLARD, D., FONTANEL, J. et GUILHAUDIS J.-F. (1981), *Le désarmement pour le développement*, Fondation pour les Études de Défense Nationale.

COULOMB, F. et FONTANEL, J. (2013), « War and capitalism », in *The marketing of war in the age of neo-militarism*, Londres, Routledge.

ECHINARD, Y., FONTANEL, M. et FONTANEL, J. (2013), « BRICS entre Statistique et Lobbyisme », *Annuaire français de relations internationales*, Paris.

FENG, I. (2023), « La Chine face au “commerce entre amis” », *Le Monde*, 15-16 janvier.

FONTANEL, J. (1995), *Organisations économiques internationales*, Masson.

FONTANEL, J. et GAIDAR, E. T. (1998), *L'avenir de l'économie russe en question*, Presses universitaires de Grenoble.

FONTANEL, J. (2005), *La globalisation en « analyse »*, Paris, L'Harmattan.

FONTANEL, J., HÉBERT, J.-P. et SAMSON, I. (2008), “The birth of the political economy or the economy at the heart of politics. Mercantilism », *Defence and Peace Economics*, vol. 19.

FONTANEL, J. (2017), « États-Unis, sanctuaire du capitalisme. Un siècle de leadership américain en question », *Paix et Sécurité Européenne et Internationale, PSEI*, n° 8.

FONTANEL, J. (2019), « Différends, conflits et guerres économiques », *Paix et Sécurité Européenne et Internationale, PSEI*, n° 11.

FONTANEL, J. (2022), « Les conséquences économiques des sanctions internationales contre la guerre de la Russie en Ukraine », *Paix et Sécurité Européenne et Internationale, PSEI*, n° 18.

FONTANEL, J. (2023), « The war in Ukraine : an unexpected effect of the Covid-19 », Blog Economist on Peace, <http://visionofhumanity.org/category/economists-on-peace/>.

FONTANEL, J. et CORVAISIER-DROUART, B. (2023b), « The Covid-19 highlights international insecurity and the violence of globalization », in *International Migration, COVID-19, and Environmental Sustainability*. Emerald publishing, UK, vol. 33.

GUILHAUDIS, J.-F. et FONTANEL, J. (2019), « Les effets pervers de l'usage du PIB pour la décision politique et les relations internationales. Comment en sortir ? », *Annuaire Français des Relations Internationales, AFRI*.

GUILHAUDIS, J.-F. et FONTANEL, J. (2021), « “Les terres rares” et autres matériaux critiques et stratégiques, au cœur des conflits de demain ? », *Paix et Sécurité Européenne et Internationale, PSEI*, n° 16.

HEISBOURG, F. (2023), *Les leçons d'une guerre*, Paris, Odile Jacob.

Institute for Economics & Peace (2023), Covid-19 and Peace, *Economists on Peace Blog*.

LABARDE, P. et MARIS, B. (1998), *Ah Dieu ! que la guerre économique est jolie !*, Paris, Albin Michel.

LAÏDI, A. (2022), *Histoire mondiale du protectionnisme*, Passés/Composés.

LAÏDI, A. (2023), « Nous assistons à un double phénomène : le retour d'un protectionnisme classique, couplé à un réarmement commercial inédit », *Le Monde*, 13 janvier.

LEMAÎTRE, F. (2023), « La Chine affine sans ambiguïté sa stratégie antiaméricaine », *Le Monde*, 22 février.

MULDER, N. (2022), *The Economic Weapon. The Rise of Sanctions as a Tool of Modern War*, Yale University Press.

RIFKIN, J. (2019), *Le New Deal Vert Mondial*, « Les Liens qui libèrent ».

SAPIR, J. et TODD, E. (2023), « Les enjeux de la guerre russo-ukrainienne », *La Nouvelle action royaliste*, <https://youtu.be/AVtZovjZB5g>.

SMITH, R. et FONTANEL, J. (2008), « International security, defence economics and the powers of nations », in *War, Peace and Security*, Emerald, Bingley.

SUSHCHEVA, N. et FONTANEL, J. (2020), « L'arme économique du droit extraterritorial américain », hal-02144089.